

## LA SEMI-INDUSTRIALISATION CONTEMPORAINE

Par

*Pierre JACQUEMOT \**

La notion de «semi-industrialisation» est d'un emploi récent dans la littérature économique consacrée au Tiers-Monde. Si on la trouve dans un certain nombre d'écrits antérieurs à 1970, traitant en particulier de l'Amérique Latine, ce n'est que depuis sa consécration par la Banque Mondiale (J. BERGSMAN, 1979) qu'elle sert explicitement à désigner les économies les plus avancées du Tiers-Monde. A première vue, ces économies révèlent en effet certaines caractéristiques qui leur donneraient un statut intermédiaire entre d'une part les pays à faible revenu et de l'autre les pays industrialisés : un revenu par tête compris entre 1 150 et 3 000 dollars (1978), un secteur manufacturier relativement important et vigoureux, des infrastructures et des services diversifiés (Banques, transport, communication, ...), une population fortement urbanisée, ... Certaines économies semi-industrialisées (E.S.I.) sont même devenues d'importants acteurs sur la scène économique mondiale au point qu'elles sont souvent qualifiées de «nouveaux pays industriels» (O.C.D.E., 1979) du fait de la place croissante qu'elles occupent depuis une quinzaine d'années sur le marché mondial des produits manufacturés.

Au-delà du simple constat d'existence des E.S.I., notre propos est de tenter de mettre en lumière certaines conditions qui ont permis leur émergence et qui sont à la source de leur dynamisme actuel, afin d'identifier les tendances qui s'opposent au parachèvement du processus d'industrialisation.

### I. — LES TROIS ECONOMIES SEMI-INDUSTRIALISEES

Notre inventaire repose sur l'examen d'une série de données statistiques globales issues des organisations internationales. En raison des méthodes, souvent médiocres, de collecte et de consolidation de ces données, il ne peut s'agir que de dessiner de grandes tendances. Soulignons de surcroît que notre étude ne retient pas exactement les mêmes E.S.I. que celles recensées par la Banque Mondiale ou l'O.C.D.E. Enfin cette sélection de 12 pays est assurément arbitraire et les E.S.I. forment un groupe hétérogène par certaines de leurs caractéristiques principales, telles que la superficie, la densité de population, les ressources naturelles ou les niveaux de développement économique et de revenu. Toutefois les pays choisis peuvent néanmoins être considérés comme représentatifs en fonction d'autres traits communs importants.

Les E.S.I. ont vu ces vingt dernières années la part de l'industrie franchir le seuil de 30% du P.B.I. et simultanément la part de la main d'œuvre employée dans ce secteur atteindre plus de 20% de la population active

---

\* *Service Education Permanente, Université de Paris IX Dauphine.*

occupée. Cette force de travail est pour l'essentiel intégrée au mode de production capitaliste, nous reviendrons plus loin sur cette importante condition. En-deçà de ces deux seuils, on peut considérer que les économies du Tiers-Monde restent encore fortement marquées par une agriculture (vivrière et/ou d'exportation) occupant l'essentiel d'une population à fort enracinement rural.

Par ailleurs, et afin de tenir compte du dynamisme de l'accumulation du capital, nous n'avons considéré que les pays ayant engagé au moins 20% de leur P.I.B. dans l'investissement, ce qui a eu pour effet de mettre de côté le Chili et l'Uruguay par exemple dont les taux d'accumulation se situent entre 10% et 14% seulement.

A l'intérieur du groupe des E.S.I. qui répondent à ces trois critères simples, nous avons également exclu les pays de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce et Yougoslavie), ainsi qu'Israël qu'il est difficile, tant pour des raisons historiques que géo-politiques, de retenir parmi les économies du Tiers-Monde, à moins de nier la spécification du «sous-développement».

La croissance économique récente des 12 pays ainsi retenus a été spectaculaire. Sur la période 1960-1978, qui servira de référence dans cette étude, le revenu *per capita* a augmenté de 4,6% par an. A un tel taux, il double en 16 ans. A titre de comparaison, les autres pays à revenu intermédiaire (entre 390 et 4 000 dollars par tête) n'ont connu que des taux de croissance moyen de 2,3% et les pays pauvre (moins de 390 dollars) de 1,5%.

Derrière ces résultats globaux (voir le tableau synthétique de l'annexe No. 1) se cachent en fait trois situations distinctes, traçant à grands traits une typologie de la semi-industrialisation.

#### a) *L'E.S.I. latino-américaine* (Mexique, Brésil, Argentine)

Sur la période 1960-1978, on observe que la contribution de l'industrie dans la valeur ajoutée globale des trois grands pays latino-américains a légèrement cru, — Argentine exceptée —, mais qu'elle avait déjà atteint un niveau très significatif dès le début de la période, révélant une semi-industrialisation déjà ancienne. La régression relative de l'agriculture, largement entamée auparavant, se poursuit en même temps que s'accroissent les effectifs dans le secteur tertiaire urbain.

Les forts taux d'inflation (en moyenne annuelle entre 1970 et 1978 : 17,5% au Mexique, 30,3% au Brésil et 120,4% en Argentine) sont le signe de la croissance des activités improductives liée à l'urbanisation, mais également de la reconstruction incessante de l'appareil productif industriel (associée au laxisme dans la gestion de la monnaie) suite à l'épuisement au milieu des années 1960 des effets positifs de l'industrialisation par substitution des importations, laquelle fut à l'origine du processus de croissance du secteur manufacturier.

Le taux d'accumulation est stagnant et voisin de 25%, alors que la consommation privée absorbe entre les 2/3 et les 3/4 de la valeur ajoutée. L'ampleur apparente du marché intérieur comparée à la place relativement restreinte de l'exportation dans le produit global fait-elle de ce premier groupe

d'E.S.I. des économies «introverties» (*inward looking economies*) comme le laissent entendre certains experts ? Un examen plus attentif de la structure industrielle et de la répartition des revenus laisserait apparaître une faible intégration intersectorielle des activités nationales jointe à une lente diversification des débouchés internes. Mais avant de répondre à cette question, constatons seulement ici que ces trois pays se sont lancés depuis une quinzaine d'années dans la promotion des exportations industrielles, (elles atteignent entre 24 et 39% des ventes à l'étranger), participant de plus en plus à ce qu'il est convenu d'appeler la «nouvelle» division internationale du travail.

b) *L'E.S.I. du Sud-Est asiatique* (Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Taïwan)

La part considérable des exportations dans le P.I.B.\* et la place des biens manufacturés dans celles-ci servent de critères évidents pour désigner ce second groupe d'E.S.I., incontestablement «extraverties» (*outward looking*).\*\*

Hong Kong et Singapour sont en fait des villes-entrepôts, sans arrière pays, ce qui explique le caractère résiduel de l'agriculture. Véritables enclaves industrielles, on peut dire que l'économie de ces deux pays se traduit par une sorte d'«émigration sur place» puisqu'en dehors de la main d'œuvre peu qualifiée ou sans qualification (d'origine chinoise ou malaise), presque tous les intrants, le capital et le savoir technologique viennent de pays étrangers, ceux-ci fournissent en outre les débouchés pour la production. Le poids du textile et de l'électronique est prépondérant pour Hong Kong qui demeure le premier exportateur industriel du Tiers-Monde (avec seulement une population de 4,5 millions et une superficie d'environ 1 millier de Km<sup>2</sup>).

Taïwan et surtout la Corée du Sud ont une gamme de production industrielle plus diversifiée grâce à la constitution progressive de filières d'aval en amont, allant jusqu'aux branches lourdes (sidérurgie, chimie de base, constructions navales).

Le cas coréen est l'un des plus révélateurs des mutations rapides qu'ont connu les E.S.I. du Pacifique Sud. La structure des exportations était en 1960 pour 86% composée de produits primaires et de 14% de produits manufacturés. En 1976, les proportions étaient inversées : 12% pour les premiers, 88% pour les seconds. Grâce à un apprentissage et une

---

\* Le chiffre record de 163% pour Singapour est totalement faussé à cause de la comptabilité des réexportations de marchandises en particulier.

\*\* D'autres pays du Sud-Est asiatique (Malaisie, Thaïlande, Philippines et Indonésie) ont également tenté de s'engager dans la promotion des exportations manufacturières avec toutefois des difficultés dues plus souvent à la situation de leur important secteur agricole et/ou minier et à la structure de leur système bancaire et financier. Cf P. Tissier (1981).

assimilation des technologies sous-traitées, la Corée du Sud est parvenue à s'inscrire parmi les vendeurs internationaux de technologies, notamment dans le domaine des travaux de construction (2ème exportateur mondial après les Etats-Unis). Son marché principal dans ce secteur est le Moyen-Orient où les Coréens sont les premiers «contractors», mais également le Soudan, le Kenya, la Thaïlande, l'Inde, ...\* La Corée du Sud est également exportatrice d'assistance technique et d'ingénierie, notamment dans le secteur textile où les Coréens ont adopté des procédés d'autrefois acquis auprès des firmes américaines et japonaises. En 1979, on comptait près de 40 000 ouvriers, techniciens et ingénieurs coréens expatriés dans le Tiers-Monde dans le cadre de conventions d'assistance technologique ; l'investissement direct à l'étranger se montait à 100 millions de dollars dont 70 % en Asie, mais déjà 10 % en Afrique.

c) *L'E.S.I. à rente énergétique* (Nigéria, Algérie, Irak, Iran, Vénézuéla)

Le critère géographique n'est plus pertinent pour ce dernier groupe de pays, tous membres en revanche d'une même organisation de producteurs, l'O.P.E.P. Ces E.S.I. ont connu une très forte croissance de la part de l'industrie (énergie incluse) dépassant dans trois cas sur cinq le cap des 50 %, accompagnée d'une baisse corrélative de l'agriculture et un exode rural massif dans les vingt dernières années.

Simultanément, l'accumulation du capital a été poussée à un niveau exceptionnellement haut — avec un taux record de 51 % pour l'Algérie en 1978 —, principalement grâce à l'apport de financement obtenu par l'exportation des hydrocarbures (revenus sur les ventes de pétrole et de gaz naturel de la période et ressources financières étrangères associées aux contrats à long terme et donc gagées sur les ventes futures) qui composent la quasi-totalité des échanges vers l'extérieur.

Ce dernier groupe d'E.S.I. contemporaines se distingue également par des coûts salariaux souvent élevés (étant donné le niveau de productivité et la rareté des qualifications) et par des efforts d'industrialisation souvent axés sur des activités à très forte intensité de capital avec de longs délais de mise en œuvre, et sur des productions substituables aux importations, notamment dans les industries sidérurgiques, mécaniques, électriques et chimiques. Etant donné le volume considérable des investissements qui ont été réalisés depuis le début des années 1970, en Algérie, en Irak ou en Iran, des capacités de production importantes sont d'ores et déjà atteintes, en particulier dans les branches pétrochimiques et sidérurgiques.

Ces politiques dynamiques d'investissements s'accompagnent d'une inflation (entre 1970 et 1978 : 18,2 % au Nigéria, 19,3 % en Algérie, 23,7 % en Iran) qui tient tout autant aux bouleversements structurels provoqués par une industrialisation très rapide et polarisée sur quelques foyers

---

\* De nombreux facteurs sont à l'origine du dynamisme des exportations coréennes de travaux de construction (cf J. Perrin, 1980). Signalons le rôle du corps des ingénieurs de l'armée américaine qui a fait appel aux sociétés de construction coréennes pour réaliser certains travaux d'infrastructure au Vietnam et puis ont introduit ces sociétés en Arabie Saoudite pour réaliser des travaux pour l'armée saoudienne.

moteurs qu'à la rigidité des importations résultant d'une part du déficit alimentaire croissant et de l'autre de la nécessité d'acquérir des équipements lourds étrangers pour réaliser les programmes industriels et aménager les infrastructures (transport, télécommunications).

## II. — LES RUPTURES DE L'ECONOMIE MONDIALE OU LES CONDITIONS EXTERNES DE LA SEMI-INDUSTRIALISATION.

La semi-industrialisation telle qu'elle ressort de la typologie esquissée à partir de l'identification de certaines caractéristiques structurelles demeure une notion théoriquement encore mal assise. Le constat statistique sur l'état de semi-industrialisation doit être prolongé par une interprétation des processus qui lui ont donné naissance et lui confèrent son dynamisme actuel.

Ces processus s'inscrivent dans l'histoire du développement mondial du capitalisme. La semi-industrialisation est l'une des conséquences de l'expansion de ce système hors de son espace originel, l'un des résultats de l'intégration socio-économique de modes de production différenciés et spatialement diversement localisés sous l'effet de l'élargissement du marché mondial de la force de travail, des biens et des capitaux.

Cette première remarque liminaire signale seulement que les E.S.I. contemporaines ont, comme toutes les économies «sous-développées», une origine étroitement liée aux modalités historiques de la pénétration du capitalisme dans chacune d'elles, modalités variables selon les époques où cette pénétration s'est effectuée (et donc selon le rôle qu'elles devaient jouer dans la poursuite de l'accumulation dans les pays centraux) et selon la capacité de résistance ou de transformation de chaque formation sociale agressive de l'extérieur et bientôt minée de l'intérieur.

Mais il ne s'agit pas de refaire l'histoire de l'impérialisme. Ce qu'il faut expliquer c'est la place actuellement occupée par les E.S.I. dans la division internationale du travail et les raisons pour lesquelles elles ont pu, à la faveur des soubresauts du capitalisme mondial, développer un foyer d'accumulation industrielle plus puissant que celui des autres économies dépendantes enracinées plus profondément et plus durablement dans le processus d'extraversion primaire. Si le capitalisme «intègre» et façonne les espaces périphériques, il opère ce faisant des fragmentations et des hiérarchisations : il crée des sous-développements inégaux. A ce niveau de l'analyse, il est important de noter que les deux crises profondes de l'économie mondiale, celle des années 1930 et celle qui s'est déclenchée au début des années 1970, ont créé les conditions qui ont rendu possible l'essor de la semi-industrialisation.

### a) *L'Import-Substitution Comme Préalable à la Promotion des Exportations Manufacturières*

En ce qui concerne l'Amérique Latine, la crise des années 1930 a considérablement affecté le niveau des exportations. Le prix du café diminua de moitié entre 1930 et 1940 par rapport au prix moyen de la décennie antérieure ; une chute du même ordre est constatée pour le blé. Des baisses de 40 % frappent les prix du coton et du jute, et d'environ 30 % en ce qui

concerne le cuivre, l'étain, le plomb et la laine. Les ressources sont également affectées par la régression des quantités exportées. En même temps, les apports en capitaux (prêts bancaires, investissements dans les mines et les plantations, participation dans les sociétés ferroviaires) en provenance des Etats-Unis et de l'Europe connaissent une baisse spectaculaire, contribuant à alourdir la dette extérieure.

Face aux effets de la crise mondiale, les oligarchies latino-américaines ont réagi pour maintenir leurs revenus nominaux. Ceci a été obtenu par les dévaluations en chaîne des monnaies mexicaine, brésilienne, argentine ou chilienne, par le financement étatique des stocks de surplus agricoles et par l'adoption de tarifs douaniers protectionnistes. Ces diverses mesures prises sous l'impulsion de l'oligarchie foncière dominante au niveau de l'Etat vont finalement avoir un effet décisif sur la remise en cause du modèle primaire exportateur jusque là dominant : elles vont permettre l'essor rapide d'une industrie nationale tournée vers le marché intérieur.

Réponse à une crise profonde d'origine extérieure, l'import-substitution produit ses propres contradictions internes, mais elle permet aussi un élargissement de la base industrielle, en comblant d'abord la demande pour les biens à faible intensité capitalistique, ensuite, irrégulièrement celle des biens intermédiaires induits à intensité plus élevée. Face à la contrainte commerciale externe, puissante jusqu'en 1945, la rotation du capital existant s'accroît, faute de pouvoir acquérir suffisamment de biens d'équipement \*. Les bases de la semi-industrialisation ont ainsi été édifiées par suite d'un détournement de production.

Il en a été de même, mais dans une moindre mesure et plus tardivement, pour la Corée du Sud et Taïwan. Le déclenchement du processus d'import-substitution dans les années 1950 résulte de la combinaison de trois facteurs : l'aide économique américaine (2 milliards de dollars en Corée de 1950 à 1971 ; 1,5 milliard à Taïwan entre 1951 et 1965, soit plus d'un quart de la valeur des investissements totaux engagés dans le pays) permettant d'éviter une trop forte ponction sur le surplus agricole ; une réforme agraire redistributive réussissant à orienter les fortunes des propriétaires fonciers vers le secteur manufacturier ; enfin une série de mesures étatiques favorisant les entrepreneurs locaux en augmentant artificiellement leurs profits grâce à un système de protection à l'importation (barrières douanières, taux de change officiel discriminatoire) et à une inflation facilitant les transferts de profit à l'avantage de l'industrie locale.

Nombreuses sont donc les E.S.I. qui ont commencé leur industrialisation par une phase de substitution aux importations avant d'adopter des politiques de croissance tournées vers l'extérieur. Ces changements se sont produits soit lorsque les bénéfices des politiques de substitution sont appa-

---

\* *L'essor de l'industrialisation présupposait qu'un minimum d'infrastructure ait été installé avant la grande crise et qu'existât déjà une petite industrie. Elle nécessitait également la présence d'une oligarchie foncière dominante capable de se reconverter, face à la nécessité d'un détournement de la production, en bourgeoisie industrielle. Pour une synthèse sur l'industrialisation par substitution d'importation, cf. M. RAFFINOT, (1978).*

rus comme décroissants ou nuls (Brésil et Mexique), soit même dans certains cas avant qu'elles n'aient totalement épuisé leurs effets positifs sur la croissance \*

b) *La Segmentation-Délocalisation Internationale des Procès de Travail comme Base de l'Industrialisation dérivée*

Hong Kong et à un degré moindre Singapour ont suivi en Asie la première stratégie qui s'apparente à la promotion des exportations manufacturières, non par suite d'un début d'industrialisation endogène ou d'une intervention étatique active, mais du fait de circonstances historiques et géographiques particulières que les deux villes ont pu faire valoir dès la fin de la seconde guerre mondiale auprès des investisseurs étrangers. Les autres pays de l'Asie du Sud-Est, puis ceux de l'Amérique Latine, entreront par la suite dans le vaste mouvement international de la délocalisation industrielle exigée par la nouvelle expansion du capitalisme \*\*.

Cette délocalisation — ou si l'on préfère cette dissémination de plus en plus grande de la production en nombreuses opérations partielles réalisées en différents lieux à travers le monde — est rendue possible par les progrès de la technologie. Ils font en partie échapper aux contraintes des distances géographiques la production et le contrôle de la production, grâce aux techniques modernes de transport (containers, cargos aériens), de communication, d'organisation (banques de données informatiques). Les nouvelles méthodes de production permettent également de décomposer les processus complexes en tâches élémentaires s'adaptant très vite à la faible qualification d'une main d'œuvre abondante.

Cependant l'analyse de la délocalisation-segmentation des procès de production et des «opportunités industrielles» ainsi apparues pour les E.S.I. ne saurait être réduite à son aspect phénoménal et statique. Il ne suffit pas de constater que certains segments d'une branche peuvent être affectés à des sites de type zone franche parce qu'y existe une main d'œuvre bon marché et disponible pour expliquer les raisons du processus. Comme le rappelle P. SALAMA (1980) : «Il faut ajouter à cette conception une autre

---

\* J. B. Donges et L. Mueller-Ohlsen (1978) indiquent que ce changement de politique s'est opéré en 1961 pour la Corée du Sud et Taiwan, en 1965 pour le Mexique et en 1966 pour le Brésil.

B. Balassa (1978) estime quant à lui que le passage d'une stratégie à l'autre a moins tenu à des conditions objectives qu'à l'appréciation subjective des diverses options possibles par les responsables gouvernementaux. Cette dernière thèse revient à accorder une influence excessive aux pouvoirs de décision locaux face aux entreprises multinationales.

\*\* Ce mouvement bien sûr ne concerne pas seulement les pays analysés dans cette étude. O. Kreye (1980) a recensé pour 1975 39 pays où des entreprises industrielles ne travaillant que pour l'exportation étaient implantées, dont 25 pays pourvus d'une zone franche. Toutes les sous-régions du Tiers Monde sont représentées. Nous avons déjà tenté (P. Jacquemot, 1978) d'analyser les principales caractéristiques de la sous-traitance internationale et ses répercussions sur les pays d'accueil.

dimension : *l'actualité de la crise mondiale*. S'il est vrai que la résolution d'une crise majeure passe par une modification substantielle des conditions d'extraction de la plus-value, et que la crise que traversent les pays capitalistes développés est majeure, on peut penser que le processus de délocalisation du procès de production – qui s'est développé impétueusement ces dix dernières années – est partie prenante d'une modification du procès de travail et se situe dans le cadre d'une résolution à l'échelle mondiale de cette crise» (p. 28).

Le processus de redéploiement de l'industrie concerne en effet les branches ou les segments de production dont la rentabilité moyenne n'apparaît plus assurée dans les économies capitalistes avancées, compte tenu d'une part du différentiel des taux de salaire à productivité égale) entre ces économies et les nouveaux foyers et d'autre part de l'alourdissement considérable des charges fixes liées à la suraccumulation dans les branches anciennes (textile, habillement, meubles) ou dans celles dont la technologie est déjà très standardisée et donc «transportable» (constructions mécaniques et électroniques par exemple). La délocalisation de procès de production complets ou partiels est une résultante de la crise et en même temps une tentative de sortie de la crise. Elle bouscule les conditions de travail dans les pays centraux eux-mêmes, favorisant les licenciements dans les segments rendus non compétitifs, accentuant la mobilité du travail et permettant la mise en place d'autres procès de travail (avec l'essor de la télématique par exemple).

c) *La Hausse de la Rente Énergétique comme Déclencheur de l'Industrialisation en Profondeur*

L'idée de rupture dans l'ordre économique mondial est également puissante dans le cas des économies dont l'industrialisation repose sur la mobilisation à des fins productives d'un important surplus obtenu par l'exportation d'hydrocarbures. Les E.S.I. à forte rente énergétique (les cinq pays précités auxquels on peut associer aujourd'hui à certains égards le Mexique) ont su tirer parti de la valorisation brutale et spectaculaire de leurs ressources à partir de 1973–74. Celle-ci tient tout à la fois à la force de négociation du groupe des producteurs (OPEP) et à la rigidité à moyen terme de la demande mondiale de pétrole permettant un alignement du prix mondial sur les coûts de production et de transport (globalement croissants dès la fin des années 1960) des gisements les moins rentables (Mer du Nord, Alaska par exemple) ou des produits de substitution plus chers.

Mais encore fallait-il pour qu'apparaisse la semi-industrialisation que ces ressources financières soient consacrées à l'extension de la base productive nationale. Si l'Algérie ou l'Irak se sont singularisés par une politique volontariste en matière d'allocation des investissements dès le début des années 1970 – en comparaison avec d'autres exportateurs de pétrole, l'Arabie Saoudite ou la Libye par exemple – c'est qu'une petite et moyenne bourgeoisie urbaine préexistait, et qu'en son sein pouvait se dégager une fraction virtuellement candidate à se convertir, par le canal des appareils économiques sous tutelle de l'État, en techno-bourgeoisie industrielle.

C'est là une des particularités de ce qu'il est convenu d'appeler le « modèle algérien » comparé au « modèle de Hong Kong ». Dans le premier cas, on observe un phénomène de repli nationaliste face à la crise mondiale, animé par une bourgeoisie en formation rapide et qui se sert des appareils de l'Etat pour mettre en œuvre une stratégie d'industrialisation « en profondeur » et renégocier les règles du jeu financières, technologiques et commerciales définies par les oligopoles internationaux. Dans le cas des enclaves du Pacifique Sud, s'il existe une classe dominante qui participe à l'exploitation de la main d'œuvre ouvrière employée dans les unités de montage électroniques ou les ateliers de confection, elle est objectivement favorable à la perpétuation de l'échange inégal et, par conséquent, se trouve bien incapable de revendiquer un recentrage du pouvoir économique dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail.

### III. — LES CONDITIONS SOCIO-POLITQUES INTERNES DU FONCTIONNEMENT DE LA SEMI-INDUSTRIALISATION

Depuis une dizaine d'années, les organismes internationaux préconisent explicitement l'adoption par les pays en développement de politiques de croissance tournées vers l'exportation de biens primaires transformés ou de biens manufacturés. La référence aux résultats obtenus par le groupe des E.S.I. en termes de taux de croissance du revenu par tête sert de fondement à cette recommandation générale. Plus précisément, les organismes de financement (et au premier chef le F.M.I. et le groupe de la Banque Mondiale) assortissent l'octroi de prêts à la mise en place de politiques de promotion des exportations reposant sur quatre instruments principaux : à l'extérieur, une politique commerciale et une politique de change ; à l'intérieur, une politique de production et une politique de régulation de la demande.

Bien que l'analyse fasse une distinction entre ces politiques, en pratique elles sont associées et ce sont leurs effets conjugués qui doivent compter. Pour ce qui est de la politique commerciale, un régime d'échanges et de paiements très libéral, comprenant par exemple une libre importation des intrants nécessaires à la fabrication des produits ensuite exportés, doit l'emporter. En matière de taux de change, il est préconisé la mise en place d'un système unifié, souvent accompagné d'une forte dévaluation initiale et de mesures visant à maintenir le taux de change à un niveau permettant de renforcer la protection douanière. Dans le domaine de la production, les incitations fiscales et les allocations de crédits à taux préférentiels iront dans le sens d'une promotion des exportations industrielles. Enfin, en ce qui concerne la régulation de la demande, la lutte contre l'inflation doit en fait conduire à l'adoption de mesures monétaires et budgétaires suffisamment rigoureuses pour stimuler la concurrence, favoriser l'exportation et restreindre les importations des ménages.

Ces recettes de politique économique prennent rapidement la forme de recommandations expresses conditionnant l'apport de financements extérieurs publics et privés. Mais si dans les E.S.I., elles ont donné leur pleine « efficacité » (selon les critères des organismes de financement) c'est qu'existent dans ces économies des conditions socio-économiques et politiques favorables. Elles se situent du côté de la gestion de la force de travail et du côté de l'apport en capital.

a) *La Réforme Agraire et l'Autoritarisme Politique comme Condition de la Gestion Libre de la Force de Travail*

Les caractéristiques d'une force de travail «idéale» sont la résultante de divers facteurs : une forte densité de la population dans les zones urbaines, une réserve de main d'œuvre disponible dans le secteur traditionnel, un secteur commercial développé permettant l'approvisionnement des villes et une infrastructure sociale (habitat, éducation,...) garantissant l'adaptabilité rapide de la force de travail et sa grande mobilité.

Une des caractéristiques majeures de la semi-industrialisation est le caractère «endogène» d'une fraction importante de la main d'œuvre. Du fait d'une prolétarianisation déjà ancienne, celle-ci s'est enracinée dans le mode de production capitaliste et a rompu une partie de ses liens avec les formes non capitalistes d'organisation sociale.

On constate empiriquement une dualité dans la création de la force de travail. L'accumulation *extensive* restreint le champ d'action des modes de production «traditionnels» en accaparant une partie du surplus qu'ils génèrent, ce faisant elle met en disponibilité une partie des travailleurs attachés aux activités agraires ou artisanales. Par ce mouvement de pénétration et de destruction, le capital crée pour lui-même une force de travail à bas prix (production *ad extra* d'une force de travail). Mais au-delà d'un certain seuil d'extension, des rigidités apparaissent dans le prélèvement d'un surplus paysan de plus en plus restreint dans le transfert d'une main d'œuvre de plus en plus réduite. Un marché capitaliste de la force de travail (et des biens salaires nécessaires à sa couverture) se développe, conduisant à une intensification de l'accumulation, c'est-à-dire à une relative autonomisation du processus de croissance du capital vis-à-vis des modes de production «traditionnels» (production *ad intra* de la force de travail).

Cette constatation a une importance décisive pour l'analyse de la valeur de la force de travail dans les E.S.I. Sans insister sur cette question importante \*, remarquons seulement que si une fraction non négligeable de la main d'œuvre est interne au capitalisme, tout laisse penser qu'elle se reproduira pour partie dans ce mode et donc que son coût direct devra être partiellement supporté par le capital.

Une telle éventualité ne peut advenir que lorsque la semi-industrialisation a atteint une certaine taille et que le surplus vivrier dégagé par l'agriculture devient insuffisant pour couvrir toute la demande émanant des

---

\* *Elle suppose notamment d'identifier comment se reproduit la force de travail sous ses diverses composantes (reconstitution, entretien, remplacement) et à la charge de quels secteurs. Il faut également apprécier la relation qui s'établit entre d'une part le progrès technique dans le secteur des biens salaires qui tendra à faire baisser la valeur de la force de travail et d'autre part l'inclusion de nouveaux biens dans le modèle de consommation ouvrier qui aura tendance à renchérir cette valeur.*

ouvriers. Les moyens utilisés par le capitalisme périphérique pour contre-carrer cette tendance au renchérissement du coût de la main d'œuvre (c'est-à-dire à l'ajustement du salaire réel à la valeur de la force de travail) sont multiples. On peut simplement en évoquer trois :

1. Accélérer la rotation de la main d'œuvre. En ce qui concerne l'Amérique Latine et l'Asie du Sud-Est, P. SALAMA (1980) a évoqué les procédures visant à accroître à la fois la durée du travail et son intensification (dégagement d'une plus-value extra) sans contrepartie au niveau des salaires \*. Mais la recherche d'une rotation rapide de la main d'œuvre (Jeunes et femmes) semble aujourd'hui l'emporter, dans la mesure où elle permet au capital de ne se préoccuper que de sa couverture directe (reconstitution de la force de travail dépensée pendant le cycle de production exclusivement) sans s'inquiéter de l'entretien des inactifs, (malades, chômeurs, famille) ou de la formation du futur contingent. Une fois épuisée, la main d'œuvre est rejetée hors du salariat ; la formation étant brève, on puise alors dans l'armée de réserve urbaine\*\*.

2. Limiter les prérogatives syndicales. La présence de régime politique autoritaire dans la majorité des E.S.I. à faible taux de salaire est une réalité que les experts internationaux ont du mal à nier. La force politique et la répression syndicale garantissent le maintien du salaire réel ouvrier à un niveau stagnant en même temps qu'elles s'opposent efficacement à toutes les revendications en faveur d'un changement des conditions de travail qui s'expriment dès que se cristallise la conscience ouvrière.

3. Restructurer l'agriculture pour accroître sa productivité. La réforme des structures foncières et la mise en place d'une agriculture capitaliste productive, orientée vers le marché, figurent dans l'histoire de toutes les E.S.I., à l'exception bien sûr de Hong Kong et de Singapour.

La réforme agraire a été historiquement nécessaire, à la fois pour assurer l'approvisionnement des villes en biens alimentaires et pour stimuler les exportations. Elle a été en général un préalable indispensable à la

---

\* *L'évocation des conditions de travail, tout particulièrement dans l'industrie du Pacifique Sud est effrayante. Citons seulement le cas de la Corée du Sud. La durée du travail est de 48 h. en moyenne, mais elle est de 60 h. dans les industries d'exportation. Toutefois, une loi sociale interdit la semaine de travail au-delà de 42 h....aux enfants de moins de 13 ans ! En 1976, les incapacités de travail suite aux accidents ont atteint dans l'industrie un niveau trois à cinq fois supérieur au niveau de tolérance défini par le B.I.T.*

\*\* *Cette réserve de main d'œuvre tend à s'épuiser à Singapour et à certain degré à Taïwan du fait de l'achèvement des flux migratoires originaires de la campagne. Ceci a conduit à des hausses du salaire nominal : en 1979, le gouvernement de Singapour a demandé une hausse moyenne de 20% dans le but de relancer la productivité en contraignant les entreprises à recourir à l'automatisation et à la rationalisation du travail.*

semi-industrialisation que ce soit au Mexique, au Brésil et en Argentine dans la première moitié du XXe siècle, ou en Corée du Sud et à Taïwan après la seconde guerre mondiale.

L'Irak et l'Algérie fournissent des exemples inverses. La restructuration de l'agriculture a été beaucoup plus tardive, à partir de 1970, et simultanée à l'industrialisation. Comme la modernisation des structures agraires obéit à une logique de longue durée, ce «retard» se traduit par un alourdissement du déficit alimentaire qui vient accroître le coût de la main d'œuvre et peser sur les importations.

N'y-a-t-il pas quelque naïveté à se demander, comme le fait P. TISSIER (1981, p. 118), s'il n'existe pas un rapport entre l'existence d'un régime politique autoritaire, le choix d'une stratégie d'industrialisation, la mise au pas de la classe ouvrière et la révolution verte ? Le rapport est pourtant évident.

#### b) *Le Partage Capital Etranger / Etat Local*

La dépendance des E.S.I. quant à l'évolution des échanges internationaux de biens manufacturés ou de produits énergétiques se double d'une dépendance financière pour l'obtention des concours nécessaires à l'achat des équipements eux-mêmes importés. Le rapport de la Banque Mondiale de 1978 reconnaît sans ambages la place croissante du financement étranger : «Dans les pays à revenu intermédiaire, les entrées de capitaux ont progressé en pourcentage du produit intérieur brut et de l'investissement, et ont ainsi joué un rôle majeur dans le financement des investissements supplémentaires» (p. 7).

On sait les conditions favorables offertes au capital étranger dans de nombreux codes des investissements (Iran, Irak et Algérie exceptés), à plus forte raison lorsque le pays d'accueil dispose d'une zone franche. Hong Kong fait preuve du libéralisme le plus élevé puisqu'au milieu des années 1970 l'Etat n'imposait que 15 % de taxe sur le capital étranger (contre 40 % et plus à Singapour et en Corée du Sud), associé à une totale absence de droits de douane et de restrictions au commerce et aux mouvements de capitaux.

La mainmise du capital étranger sur l'industrie est donc logiquement forte. Citons seulement deux cas.

On estime que 50 % des industries manufacturières du Brésil sont sous le contrôle du capital étranger, à majorité nord-américaine et que l'investissement extérieur représente environ 10% de la P.I.B.\* Quatre conglomérats japonais (Mitsubishi, Mitsui, Sumitomo Shoji et Marubari) contrôlent environ 40% du commerce extérieur coréen et davantage encore pour Taïwan.

---

\* En 1977, au Brésil, le capital étranger intervenait pour 90% dans l'automobile et le matériel ferroviaire, 87% dans l'industrie pharmaceutique, 86% dans les manufactures de bois, 73% dans la construction électrique, 65% dans la chimie, 45% dans la sidérurgie (source : Centre Français du Commerce Extérieur).

Le deuxième exemple illustre le fait que la segmentation-délocalisation des procès de travail implique que le marché contrôlé par les firmes multinationales soit très important. Les évaluations sur l'ampleur prise par ce marché intra-firme sont difficiles à établir. Toutefois on dispose d'une estimation globale de la CNUCED rappelée par J. LEMPERIERE (1979) : «l'ensemble du commerce intragroupe, y compris les échanges entre parties associées et le commerce captif à l'intérieur des sociétés multinationales, représente plus de 50 % du commerce des produits manufacturés des P.V.D.» (p.30).

Dépendance commerciale, dépendance financière, dépendance technologique, ..., les relations entre l'Etat, le capital national et le capital étranger s'organisent autour d'un partage des tâches de plus en plus clair.

– Dans les E.S.I. à production diversifiée, il tend à s'établir de plus en plus clairement. Le modèle de la «quadrisectorialisation» repérable en Amérique Latine depuis quelques années semble présenter l'aspect d'une relation quasi-achevée.

1. Un secteur produisant des biens de consommation destinés à la majorité de la population, à croissance faible et où prédominent des firmes locales.

2. Un secteur produisant des biens durables destinés à la partie haute de la demande interne (les 15 % les plus riches), à croissance forte et où prédominent les firmes étrangères.

3. Un secteur produisant des biens intermédiaires et des biens d'équipement à faible rotation du capital, où intervient l'Etat. Cependant le capital étranger tend de plus en plus à participer, en association, à la production de biens intermédiaires.

4. Un secteur d'exportation tournée vers la production de produits standardisés, résultant de la délocalisation. Il est sous tutelle extérieure, mais bénéficie d'encouragements étatiques dans la mesure où sa promotion permet d'alléger la contrainte du sur-endettement externe.

– Les E.S.I. à rente énergétique se singularisent de nouveau sur ce plan de la répartition des tâches. Etant donné la place prééminente du secteur exportateur dans le déclenchement du processus d'industrialisation, l'Etat est seul à pouvoir mobiliser les ressources financières et à engager le capital technique nécessaires à la création d'une industrie soumise d'emblée à la concurrence internationale. Il est également le seul à pouvoir élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationaliste nécessaire face aux entreprises transnationales et aux Etats consommateurs.

Au plan interne, l'Etat joue donc un rôle initiateur. Aussi bien au Nigéria, en Irak ou en Algérie, il aménage des conditions de valorisation du surplus dégagé par l'exportation qui seront favorables à la promotion ultérieure du secteur privé, notamment dans les activités légères, faiblement consommatrices de capital. Ceci est déjà repérable dans le développement des programmes en faveur des moyennes entreprises de bâtiments et travaux publics ou de services, à la périphérie des noyaux lourds constitués par les grandes unités de la branche des hydrocarbures. De même, les formules des contrats d'association et de sous-traitance de type «économie mixte» dans

les branches où le capital public est incapable de surmonter le déficit d'exploitation chronique, laisse présager une intervention croissante des initiatives nationales privées.

#### IV - VERS UN PARACHEVEMENT DE L'INDUSTRIALISATION ?

Notre approche de la semi-industrialisation contemporaine à travers l'étude des tendances de 12 pays conduit à ordonner la problématique générale autour de trois observations.

*Tardive* a été l'apparition des foyers industriels dans le Tiers-Monde puisqu'elle date d'un demi-siècle dans le meilleur des cas, celui de l'Amérique Latine. Mais cette industrialisation récente n'en est pas moins très *dynamique*. Le secteur manufacturier a progressé à un taux voisin de 8% entre 1960 et 1978, soit une croissance très supérieure à celle des économies industrialisées, Japon excepté (de 4 à 6% pour la période 1960-70 et inférieur à 4% entre 1970 et 1978). Ce dynamisme ne doit pas être interprété comme si ces nouvelles puissances économiques intermédiaires vivaient en accélérant le film de l'histoire de la technologie industrielle propre aux sociétés modernes. Au contraire, on observe dans de nombreux cas (la sidérurgie, la mécanique, l'électronique, la chimie, mais aussi le textile) que l'industrialisation commence par la fin, en «sautant» les étapes de l'évolution technologique, pour se porter sur les filières souvent les plus élaborées.

*Dépendante* est l'accumulation du capital puisque sa poursuite est dans tous les cas liée à l'évolution de la balance des paiements, c'est-à-dire surtout à la capacité d'exportation qui seule justifie l'octroi de nouveaux financements extérieurs et l'apport de technologies.

*Inachevée* enfin est la structure productive ainsi mise en place, ainsi que le montrerait la faiblesse relative des relations inter-branches constatée dans les matrices *input/output* des E.S.I. considérés. Inachevés en conséquence est la division socio-technique du travail, entre les secteurs et les régions qui tend à s'instaurer sous l'effet d'une industrialisation dérivée et tronquée.

Cette situation est-elle durable ? Plus précisément y-a-t-il des perspectives pour que la semi-industrialisation débouche sur une intégration croissante des activités nationales (sur un «noircissement» de la matrice des échanges interindustriels) et permette aux E.S.I. de sortir du sous-développement.

Nous nous limiterons à l'exposé du problème sous sa forme théorique\*. L'intériorisation du cycle du capital suppose l'établissement d'une relation objective entre trois paramètres.

1. Le rapport capital investi/emploi de la force de travail. Il est déterminé par les décisions relatives aux techniques de production ; à son tour il commande, en fonction du taux de croissance de la production, le rythme d'augmentation de la productivité et le rythme d'évolution de l'emploi.

---

\* *Pour un développement sur cette question, cf notre article (P.Jacquemot, 1979).*

2. Le rapport masse des profits / masse des salaires. Il dépend des conditions concrètes d'extraction de la plus-value (durée et conditions de travail, structure de la consommation ouvrière, productivité dans le secteur produisant les biens-salaires, ...) et conditionne l'évolution de la demande intérieure.

3. Enfin le taux d'accumulation propre à chaque secteur, lequel est rattaché à la question de l'allocation interne du surplus en fonction des opportunités d'investissement.

Ces trois paramètres sont liés, en ce sens où la fixation de l'un rétroagit sur la fixation des deux autres. En d'autres termes, il y a une relation indirecte entre la technologie, la structure des revenus et la distribution des profits.

La taille des unités industrielles et le volume de l'emploi créé en régime de semi-industrialisation sont largement prédéterminés.

La technologie est en effet importée sur un marché mondial qui offre principalement des filières ou des segments fonctionnant avec un travail très parcellisé produisant en série des biens standardisés. Du fait de la spécialisation dans les derniers stades de fabrication, la valeur ajoutée locale est faible \* : en pourcentage de la production brute, elle était en 1974 de 41,6 % au Brésil, de 36,1 % à Hong Kong et de 32,7 % en Corée. Elle limite la capacité interne d'accumulation. Pour contenir la pression de l'endettement résultant des importations des biens intermédiaires et d'équipement, la spécialisation à l'exportation manufacturière doit se resserrer au détriment d'une diversification de la production destinée au marché intérieur.

La concentration des revenus en faveur des classes détentrices du profit — phénomène qui ne souffre aucune exception dans les E.S.I. — va dans le même sens d'une distorsion du marché intérieur. S'il y a création d'une nouvelle demande interne, du fait de l'apparition de « couches intermédiaires » tirant parti des besoins en main d'œuvre qualifiés (techniciens, ingénieurs, cadres moyens) ou de l'éclosion des services modernes (banques, assurances, distribution, ...), si elle peut générer une production locale de biens de consommation durables (automobile, appareils ménagers, radio-télévision), le processus d'élargissement reste circonscrit au décile qui précède le groupe des 5 % le plus riche en raison du maintien du taux général des salaires réels à un niveau stagnant.

Face à un marché intérieur exsangue et déformé, l'accumulation du capital souffre certaines rigidités structurelles tout particulièrement dans les branches lourdes situées en amont de la production industrielle. C'est là une conséquence de la semi-industrialisation elle-même. Elle a aussi des causes techniques liées à la spécialisation des unités lourdes correspondant aux

---

\* Elle est d'autant plus faible que les firmes multinationales interviennent dans les zones franches et exportent l'intégralité de leur production. La délocalisation s'accompagne comme nous l'avons vu d'un haut degré de commerce captif, il est donc difficile d'accroître la valeur ajoutée locale (cf. A. GALLEZ et J.L. TROUPIN, 1980). Toutefois, elle augmente lorsqu'une politique économique d'intégration nationale impose la substitution d'intrants nationaux (Algérie, Irak surtout). La solution pour le capital étranger est alors la prise de contrôle des sous-traitants, soit par le biais technologique, soit par l'intermédiaire du financement.

normes mondiales de fabrication et de fonctionnement et au caractère indivisible des processus de production. En l'absence d'une évolution significative des débouchés intersectoriels stimulés par la demande finale, on enregistre une série de discontinuités dans l'accumulation, illustrées par de nombreux dysfonctionnements : sous-utilisation des capacités de production, gonflement des stocks de semi-produits, accroissement des coûts unitaires et des prix relatifs des biens intermédiaires et d'équipement, déficits chroniques d'exploitation, ... La solution là encore réside dans la relance de l'exportation.

On ne peut guère préjuger de l'évolution à long terme des E.S.I. puisqu'elles sont étroitement liées aux mutations de l'économie mondiale ; leur destin est donc associé aux modalités de « sortie de la crise » du capitalisme. Mais si le développement est d'abord un recentrage des forces productives nationales fondé sur l'extension du secteur produisant les biens destinés au plus grand nombre, paysans et ouvriers au premier chef, force est d'admettre que les « nouveaux pays industriels » appartiennent toujours au monde sous-développé.

DONNEES STATISTIQUES DE SYNTHESE

(ANNEXE No.1)

	E. S. I. Latino-Américaines				E. S. I. du Sud-Est Asiatique				E. S. I. à Rente Énergétique					
	Mexique	Bésil	Argentine	Corée du Sud	Taiwan	Hong Kong	Singapour	Nigeria	Algérie	Irak	Iran	Vénézuela		
1. Revenu par Tête (en dollars) 1978	1290	1570	1910	1160	1400	3040	3290	560	1260	1860	2160	2910		
2. Répartition du Produit Intérieur <i>Répartition de la Main d'œuvre</i>														
– Agriculture 1960	16	55	16	52	17	21	40	66	28	56	4	8		
– Industrie 1960	11	39	11	41	14	14	24	41	10	37	2	2		
– (dont Manufacture 1978)	29	20	35	15	38	36	19	9	29	11	34	52		
– Services 1978	37	26	37	22	45	29	36	37	48	37	31	57		
1960	23	26	31	12	22	25	12	5	10	10	10	11		
1978)	28	28	28	37	37	24	24	9	12	7	12	16		
1960	25	49	44	41	25	43	33	26	19	46	21	31		
1978	52	35	52	37	42	57	40	23	36	45	23	29		
3. Taux d'Accumulation	20	22	22	11	20	19	11	13	42	20	17	21		
1960	25	23	25	32	26	26	36	30	51	34	33	40		
1978														
4. Industrialisation (répartition de la valeur ajoutée par secteurs en 1976)														
– Agriculture Alimentation	21	15	17	15	?	–	7	92	29	37	14	29		
– Textiles Habillement	13	10	19	25	?	98	5	–	18	23	34	12		
– Machines Transport	19	30	23	24	?	–	49	–	11	34	34	11		
– Chimie	14	12	9	8	?	–	7	6	2	2	5	6		
– Autres Industries	33	33	32	28	?	2	32	8	36	38	13	42		
5. Exportation Part dans P.I.B. - 1960 1978	10 11	5 7	10 14	3 34	11 59	79 98	169(*) 164	15 31	28 27	42 52	19 34	32 29		
Répartition en 1977														
– Hydrocarbures	32	10	1	2	14	1	32	93	97	99	99	97		
– Autres Biens Primaires	39	64	75	13	37	3	24	6	2	1	1	1		
– Textiles Habillement	4	4	2	32	23	46	5	–	–	–	–	–		
– Machines Transport	6	11	9	17	3	16	24	–	–	–	–	–		
– Autres Biens Manufacturés	29	11	24	85	54	96	44	–	–	–	–	2		
6. Importation	19	11	13	36	28	34	15	1	1	–	–	–		
Répartition en 1977														
– Alimentation	13	7	5	8	11	17	12	13	17	15	11	12		
– Energie	3	34	16	20	19	6	26	2	1	–	–	1		
– Autres Biens Primaires	8	7	10	19	14	8	9	2	4	3	3	4		
– Machines Transport	45	26	36	27	19	26	47	46	54	45	50	50		
– Autres Biens manufacturés	31	26	33	26	29	50	27	36	32	28	41	33		

(\*) Les données de Singapour sont faussées à cause des réexportations de marchandises.

**QUELQUES PHASES MARQUANTES DE LA SEMI-INDUSTRIALISATION DANS 4 GROUPES DE PAYS**

1. *COREE du SUD et TAIWAN:*

1950–1060 :

Réforme agraire, aide américaine et déclenchement d'une phase de substitution aux importations.

1960–1970 :

Avant épuisement de l'import-substitution, lancement de la promotion aux exportations de biens manufacturés légers avec forte pénétration japonaise et américaine. L'Etat joue un rôle central dans le processus en garantissant une main d'œuvre disciplinée et à bas prix.

A partir de 1970 : Début d'intégration de l'aval vers l'amont (textile, électronique, machines électriques, constructions navales, chimie, sidérurgie). Participation active dans la vente de technologies dans le Tiers-Monde.

2. *HONG KONG et SINGAPOUR :*

1950–1960 :

Ouverture sur l'extérieur directe (zones franches) sans substitution aux importations.

1960–1970 :

Développement très rapide des exportations manufacturières de sous-traitance. Apport de main d'œuvre des pays limitrophes. Conditions libérales offertes au capital étranger et faible intervention étatique.

A partir de 1970 : Prolongation de la promotion des exportations avec faible diversification, mais essor des services et des banques.

3. *BRESIL et ARGENTINE :*

1935–1950 :

Déclenchement de l'industrialisation par substitution aux importations par suite de la crise des échanges internationaux. Croissance des industries légères de consommation courante.

1950–1960 :

Phase 2 de l'import-substitution : essor de certaines branches produisant des biens intermédiaires et d'équipement en relation avec la demande intérieure. Stratégie «dessarroliste» de la CEPAL.

1960–1964 :

Epuisement des effets de l'import-substitution du fait de la concentration des revenus.

1964–1974 :

Début de la promotion des exportations manufacturières, mais maintien du remplacement de certaines importations par subventions et protection effective.

A partir de 1974 : Gestion de la monnaie (lutte contre l'inflation) en faveur de la concentration industrielle. Etablissement d'une ligne de partage entre l'Etat, le capital privé local et le capital étranger (quadrisectorialisation). Formation d'une «troisième demande» en direction de biens durables. Participation active à la délocalisation-segmentation internationale.

#### 4. ALGERIE et IRAK :

1960–1968 :

Essor de la petite et moyenne bourgeoisie et établissement des appareils économiques sous tutelle de l'Etat.

1968–1970 :

Avènement du capitalisme d'Etat et lancement méthodique du programme d'industrialisation privilégiant les relations amont-aval.

1970–1976 :

Nationalisation des intérêts étrangers dans le secteur des hydrocarbures, valorisation rapide du surplus énergétique sur le marché mondial et réinjection dans les branches lourdes (pétrochimie, sidérurgie, mécanique, ...). Réforme agraire tardive et inachevée.

1977–1981 :

Lancement d'un programme en faveur des industries intermédiaires et de consommation finale, mais sans véritable remise en cause du modèle d'industrialisation. Problèmes posés par l'endettement extérieur, par le déficit alimentaire lié aux résistances à la modernisation de l'agriculture et par les «coûts sociaux» du développement (habitat, santé, ...).

---

Le Mexique, le Vénézuéla et le Nigéria offrent trop de particularités pour entrer dans un tableau aussi synthétique.

On peut signaler trois références récentes concernant l'évolution économique de ces trois pays :

Pablo Gonzalez CASANOVA : «Le Développement Economique du Mexique», *Pour la Science* (édition française de *Scientific American*), novembre 1980. Publié également dans *Problèmes économiques*, Paris, la Documentation Française, No. 1716, 25 mars 1981.

Milton SANTOS (sous la direction de) : «Le Vénézuéla, profusion et pénurie», *Revue Tiers Monde*, tome XXI, No. 84, octobre-décembre 1980.

A. Akin OLALOKU et alii : *Structure of the Nigerian Economy*, London, Macmillan, 1979.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bela BALASSA : «Export incentives and export performances in developing countries, a comparative analysis», *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 114, 1978.
- Joël BERGSMAN : «Growth equity in semi-industrialized countries», *World Bank Staff Working Paper*, No. 351, 1979.
- Juergen B. DONGES et L. MUELLER-OHLSSEN : «Aussenwirtschaftsstrategien und Industrialisierung in Entwicklungsländern», *Kieler Studien*, Institut für Weltwirtschaft, 1978.
- Agnès GALLEZ et Jean-Louis TROUPIN : *Les pays en développement de l'Asie du Sud-Est dans la perspective d'une nouvelle division internationale du travail*, Université de Louvain, tome 1 et 2, doc. 8003, 1980.
- Pierre JACQUEMOT : «L'industrie d'exportation et le développement périphérique, les économies d'enclave», *Cahier d'Economie du Développement*, No. 3, mai 1978.
- Pierre JACQUEMOT : «Modèle théorique d'accumulation en économie semi-industrialisée à base exportatrice», *Cahiers de l'UER Sciences des Organisations*, Université de Paris-Dauphine, No. 76, 1979.
- Otto KREYE : «La délocalisation industrielle. Une enquête sur les zones franches de production et les entreprises produisant pour le marché mondial en Asie, Afrique et Amérique Latine», *Tiers Monde*, tome XXI, No. 81, janvier-mars 1980.
- Anne KRUEGER : «Alternative trade strategies and employment in LDCs», *American Economic Review*, Papers and Proceedings, mai 1978.
- Jean LEMPIERE : «Concurrence des PVD : les secteurs sensibles», *MOCI*, No. 327, 1979.
- Ian LITTLE, Tibor SCITOVSKY et M. SCOTT : *Industry and trade in some developing countries*, London, Oxford University Press, 1970.
- Hla MYINT : *Southeast Asia's economy, development policies in the 1970s*, Penguin Books, 1972.
- Deepak NAYYAR : «Transnational corporations and manufactured exports from poor countries», *Economic Journal*, mars 1978.
- O.C.D.E. : *L'incidence des nouveaux pays industrialisés sur la production et les échanges de produits manufacturés*, Paris, 1979, (rapport du Secrétaire Général).
- A.C. PASTORE : *Análise da promoção de exportações sob o ótica da proteção efetiva*, Rio de Janeiro, Fundação Centro de Estudos do Comercio exterior, 1977.
- Jacques PERRIN : «De nouveaux exportateurs de technologies : les pays semi-industrialisés», *Economie et Humanisme*, No. 256, 1980.
- Marc RAFFINOT : «L'accumulation en Amérique Latine, le mode d'industrialisation et ses contradictions», *Cahier d'Economie du Développement*, No. 3, mai 1978.

- W. RHEE et L. R. WESTPHAL : «A note on export of technology from the Republics of China and Korea», *Banque Mondiale*, 1978.
- Pierre SALAMA : «Recherche d'une gestion libre de la force de travail et divisions internationales du travail», *Critiques de l'Economie Politique*, nouvelle série, No. 13, oct-décembre 1980.
- Patrick TISSIER : «L'industrialisation dans huit pays asiatiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale», *Critiques de l'Economie Politique*, nouvelle série, No. 14, janvier-mars 1981.
- Kunio YOSHIHARA : *Foreign investment and domestic response. A case study of Singapore's industrialization*, Eastern University Press, 1976.
- BANQUE MONDIALE : *Rapport sur le développement dans le monde*, 1978, 1979 et 1980.

## RESUME

*The idea of a world economic system based on the Centre-Periphery analysis cannot provide a satisfactory overall explanation of some developing countries real situation. New terms have appeared recently, such as «advanced developing countries» or «new industrial countries». In fact these expressions refer to economies which are yet various and heterogeneous, but which tend to be covered by a common and new category: semi-industrialization (S. I.).*

*The paper brings out the main characteristics of 12 S. I. countries by identifying three types: «inward-looking economies» (Brazil, Argentine, Mexico), «outward-looking economies» (South Korea, Taiwan, Singapore, Hong Kong) and «mineral economies» (Nigeria, Algeria, Irak, Iran, Venezuela). It analyses their industrial components and their accumulation process, linked with their historical mode of integration in the world economy. It also raises the problem of the agrarian reform and the necessity of a severe social discipline to maintain the low cost of the labour force.*

*At last, the paper deals with the economic and political conditions for a completion of the industrialization in these countries. It mainly depends on their capacity to anticipate and participate to the actual changes in the industrial structure of the world economy.*